

La droite au pouvoir... la Sécurité sociale en danger

Ambroise Croizat, bâtisseur de la Sécurité sociale, a été ouvrier métallurgiste à 13 ans, puis **député communiste du Front populaire**. Il a ensuite participé à l'élaboration du Programme du Conseil national de la Résistance qui déboucha, à la Libération alors qu'il était ministre du Travail, sur la création de la Sécurité sociale.



Au moment où notre système de santé subit des attaques répétées, le meilleur hommage que nous pouvons rendre à Ambroise CROIZAT est de **nous battre sans cesse partout pour que la Sécurité Sociale reste ce que le peuple de France a voulu qu'elle soit : un vrai lieu de solidarités, un rempart au rejet, à la souffrance et à l'exclusion.**

La Finance nuit gravement à la santé

La droite entend répondre à deux vieilles revendications du MEDEF et de la Finance

⇒ le MEDEF ne veut plus payer sa part de cotisations (qu'il appelle des « **charges** »), et bien que bénéficiant déjà de nombreux allègements, il veut récupérer l'ensemble de ces milliards au profit des actionnaires.

⇒ si la Sécurité Sociale disparaissait pour l'essentiel, chacun devrait s'assurer dans le privé : un nouveau et gigantesque marché – **en milliards** – s'ouvrira à la Finance, aux Assurances privées. **Fin du principe de Solidarité** avec la fin de la Sécurité Sociale, place aux tarifs prohibitifs qui frapperont les plus fragiles (personnes âgées, à risques, malades chroniques, etc.) Les pauvres ne pourront payer qu'une couverture sociale au rabais.

Il s'agit d'un enjeu économique considérable. Il s'agit d'un choix de société essentiel : l'Argent ou la Santé.

A l'exemple du Ministre de la Libération Ambroise Croizat, les communistes proposent de prendre une tout autre direction :

- décréter que la Santé n'est pas une marchandise mais un bien commun.
- revenir aux fondamentaux de la Sécurité Sociale : remboursement à 100%, transparence et gestion par les salariés.
- rétablir l'intégralité des cotisations patronales, en prenant en compte les salaires mais aussi les revenus financiers des entreprises, banques et assurances.
- renforcer les structures publiques d'hospitalisation, avec les recrutements nécessaires, par une nouvelle tarification et une nouvelle démocratie sanitaire (retour des conseils d'administration avec les élus, et les représentants de tous les personnels).
- construire un pôle public du médicament (pour contrôler le prix et la politique de recherche au profit de la collectivité).

Ces grands groupes qui prennent notre santé pour une marchandise

Clinea-Orpedia - (propriétaire du Centre de rééducation de Douarnenez) : « **leader européen de la dépendance** », comme il se présente. 3 milliards de capitalisation boursière, un patrimoine immobilier de 2,6 milliards, des actions dont la valeur a presque doublé depuis 2010.

Labazur - société par actions, a racheté tous nos petits laboratoires d'analyses, 103 en tout. Puis il a vendu ce petit joyau à Eurofins, leader mondial dans ce secteur : chiffre d'affaires de 1,8 milliard en 2015.

Servier - dont le produit *Médiator* a tué des centaines de personnes. Cela durerait encore si Irène Frachon, « **La fille de Brest** », n'avait pas courageusement dénoncé ce scandale. La fortune de M. Servier, 9ème de France, était estimée à plus de 3 milliards d'euros.

Sanofi - le leader européen du médicament, 1ère capitalisation boursière à Paris (100 milliards, à égalité avec Total). 30 milliards de dividendes distribués en 8 ans, 4 milliards pour la seule année 2015... au prix de la suppression de milliers d'emplois, d'abandon de programmes de recherche, en jouant au monopoly international dans son secteur, et manipulant les prix d'un même médicament d'un pays à l'autre.

